

VERTALING

N. 99 — 2929

[C - 99/33026]

27 JANUARI 1999. — Besluit van de minister tot uitvoering van de artikelen 4, § 2, en 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor volwassenen

De Minister van Jeugd, Vorming, Media en Sociale Aangelegenheden,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1990, 18 juli 1990, 5 mei 1993, 16 juli 1993 en 30 december 1993;

Gelet op het decreet van 17 juni 1998 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1999;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap van 26 september 1985 houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, inzonderheid op de artikelen 4, § 2, en 5;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende overdracht van beslissingsbevoegdheden aan de Ministers;

Gelet op het besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 28 juni 1995 houdende verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers;

Gelet op het akkoord van de President, bevoegd inzake Begroting, gegeven op 27 januari 1999,

Besluit :

Artikel 1. Voor het hele jaar 1999 wordt de maximale grens van het aantal kilometers bedoeld in artikel 4, § 2 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Duitstalige Jeugdraad :

2000 kilometer per jaar.

Art. 2. Voor het hele jaar 1999 wordt het forfait bedoeld in artikel 5 van het besluit van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap houdende vaststelling van het presentiegeld alsook houdende algemene regeling van de vergoedingen voor reis- en verblijfkosten voor de leden van het Comité van Jeugdbescherming in het gerechtelijk arrondissement Verviers, van de Duitstalige Jeugdraad en de Raad voor Volksopleiding en Vormingswerk voor Volwassenen, als volgt vastgelegd :

- voor de Voorzitter van de Duitstalige Jeugdraad :

2000 frank per jaar.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking met terugwerkende kracht op 1 januari 1999.

Eupen, 27 januari 1999

K.-H. LAMBERTZ

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2930

[C - 99/27669]

10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation des statuts modifiés de la Société wallonne du Logement et fixant son capital minimum

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 1998 instituant le Code wallon du Logement, notamment l'article 86, § 3 et § 5;

Vu la décision de l'assemblée générale de la Société wallonne du Logement, en date du 10 mai 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Le capital minimum de la Société wallonne du Logement est fixé à un million deux cent cinquante mille francs.

Art. 2. Les statuts de la Société wallonne du Logement, tels qu'ils sont modifiés dans l'acte de son assemblée générale du 10 mai 1999 et ci-après reproduits sont approuvés.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 14 août 1985 portant ratification des statuts de la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté ministériel du 30 novembre 1993 et par l'arrêté ministériel du 16 octobre 1995 est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 10 mai 1999.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ANNEXE

Statuts de la Société wallonne du Logement

CHAPITRE I. — *Constitution — Siège — Objet et durée de la Société*

Article 1^{er}. La Société wallonne du Logement est une personne morale de droit public dotée de la personnalité juridique, qui prend la forme d'une société anonyme.

Sans perdre son caractère civil, elle est régie, pour tout ce qui n'est pas prévu par le Code wallon du Logement et ses statuts, par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, sous réserve de ce qui est dit ci-après à l'article quarante-trois.

Sous réserve des dispositions du Code wallon du logement, la Société est soumise à l'ensemble des dispositions fixées par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en ce qui concerne les organismes B visés à l'article 1^{er} de ladite loi et aux arrêtés pris en exécution de celle-ci.

Son siège est établi à Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2. La Société wallonne a pour objet :

1. D'agrèer, de conseiller et de contrôler les sociétés de logement de service public et est chargée :
 - de susciter l'activité et le fonctionnement cohérent des sociétés de logement de service public dans toutes les communes, notamment par l'élaboration du programme global visé à l'article 141 du Code wallon du Logement;
 - d'inciter les sociétés de logement de service public à collaborer tant entre elles qu'avec d'autres partenaires locaux;
 - de mettre à leur disposition les moyens nécessaires à la réalisation de leur objet social;
 - d'évaluer périodiquement l'activité des sociétés de logement de service public;
 - de traiter les demandes et plaintes relatives aux sociétés de logement de service public;
 - de traiter les recours des comités consultatifs des locataires et des propriétaires;
 - de recenser les candidatures de locataires d'un logement géré par les sociétés de logement de service public et de promouvoir les initiatives visant à éviter les demandes multiples, au moins sur le territoire d'une commune;
2. De participer à la mise en œuvre du droit au logement et est chargée de :
 - acquérir, construire, restructurer, réhabiliter, adapter, démolir et gérer des logements individuels ou collectifs répondant à des caractéristiques techniques et économiques fixées par le Gouvernement;
 - céder et acquérir des droits réels sur des logements individuels ou collectifs répondant à des caractéristiques techniques et économiques fixées par le Gouvernement;
 - constituer les réserves de terrains nécessaires au développement harmonieux de l'habitat, les rétrocéder aux sociétés de logement de service public agréées, les vendre par parcelles, ou accorder sur ceux-ci des droits réels, au besoin en imposant aux bénéficiaires des servitudes pour le maintien de l'aspect et de l'agencement fonctionnel des ensembles;
 - stimuler des initiatives en ce sens auprès des sociétés de logement de service public, coordonner, encourager les initiatives menées en partenariat avec d'autres acteurs publics et privés;
 - accorder à des personnes physiques des prêts hypothécaires pour l'achat, la construction, la restructuration ou la réhabilitation de logements, ou pour le remboursement de dettes hypothécaires et financer les primes d'assurance-vie destinées à couvrir les emprunteurs;
 - accorder aux sociétés de logement de service public les aides visées aux articles 54 à 77 du Code wallon du Logement;
3. De soutenir les sociétés de logement de service public, les pouvoirs locaux et les régies communales autonomes par une assistance technique et financière. A cette fin, la société peut autoriser la conclusion de conventions par les sociétés de logement de service public avec tout pouvoir local ou régie communale autonome qui possède un parc immobilier, afin de prendre en charge la gestion et l'entretien de ce parc. Elle est habilitée à se substituer aux sociétés de logement de service public qui ne sont pas en mesure d'exercer cette fonction.
4. De promouvoir l'expérimentation et la recherche en matière de logement;
5. De proposer au Gouvernement des politiques nouvelles ou de donner son avis sur les politiques qui visent notamment à accroître les synergies avec la politique communale du logement et le partenariat des sociétés de logement de service public avec d'autres acteurs du secteur public, privé et avec le monde associatif.
6. D'exercer toute autre mission ayant un rapport direct avec celles visées ci-dessus, moyennant accord du Gouvernement.

Art. 3. La Société exerce ses missions, visées à l'article 2, selon les priorités et les orientations définies dans le contrat de gestion passé entre elle et le Gouvernement.

Art. 4. Dans le respect de l'article 91 du Code wallon du Logement, la société garantit le remboursement des prêts qu'elle a consentis par l'assurance sur la vie.

A cet effet, elle participe à la constitution et à la gestion d'une société filiale.

Art. 5. En vue de la réalisation de ses missions, la société peut acquérir et donner en location tout terrain ou bâtiment, ou transférer un droit réel sur celle-ci.

Les bâtiments construits, acquis, pris ou mis en location par la Société, sont affectés en ordre principal au logement.

La Société procède directement ou autorise les sociétés de logement de service public à procéder à l'équipement en voirie, égouts, éclairage public, réseau de distribution d'eau, abords communs d'ensembles de bâtiments acquis ou construits par elle ou par les sociétés de logement de service public ou de terrains équipés par elles, ainsi qu'à la mise en place d'installations d'intérêt collectif faisant partie intégrante de l'ensemble, ou finance le coût de telles opérations.

La Société est habilitée à poursuivre l'expropriation d'un immeuble bâti ou non bâti préalablement déclaré d'utilité publique par le Gouvernement.

Art. 6. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la Société peut participer à la création et à la gestion d'organismes ou de sociétés dont l'objet social concourt à la mise en œuvre et à la coordination de la politique régionale du logement.

Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société est également autorisée à assurer le financement ou le préfinancement des dépenses desdits organismes ou sociétés ou à mettre à leur disposition les moyens nécessaires à la réalisation de leur objet.

Art. 7. La durée de la Société est illimitée et prend cours le huit mai mil neuf cent quatre-vingt-cinq. Sa dissolution ne peut être prononcée que par un décret qui réglera le mode et les conditions de sa liquidation.

CHAPITRE II. — *Capital social — Emprunts et obligations — Placements*

Art. 8. Le capital initial de la Société est fixé à un million deux cent cinquante mille francs. Il est représenté par mille actions de mille deux cent cinquante francs chacune.

Ces mille actions sont souscrites par les comparants ainsi qu'il suit :

1. La Région wallonne : cinq cent quatre-vingt-neuf;
2. La province de Hainaut : cent nonante-huit;
3. La province de Liège : nonante-neuf;
4. La province de Namur : quarante-huit;
5. La province de Luxembourg : quarante-cinq;
6. La province de Brabant wallon : vingt et une.

Les comparants déclarent qu'a été effectué le versement en numéraire de l'intégralité de chacune des actions souscrites et que le montant de ces versements s'élevant ensemble à la somme de un million deux cent cinquante mille francs s'est trouvé à la disposition de la société.

Art. 9. Le capital social peut être majoré, moyennant accord préalable du Gouvernement, par des souscriptions d'actions indivisibles de mille deux cent cinquante francs faites par la Région et les provinces mentionnées à l'article huit des présents statuts.

Art 10. Le montant non acquitté des nouvelles souscriptions est versé aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis de trois mois donné par lettre recommandée à la poste.

Art. 11. Les actionnaires ne sont tenus des engagements de la Société qu'à concurrence du montant de leur souscription.

Art. 12. Les actions, même entièrement libérées, sont nominatives et inaliénables.

Art. 13. Les fonds disponibles de la Société wallonne peuvent être utilisés à l'achat de valeurs créées ou garanties par la Région; ils peuvent aussi être placés temporairement en dépôt ou en compte courant dans les établissements publics ou les banques désignés par le conseil d'administration avec approbation du Gouvernement.

CHAPITRE III. — *Administration — Direction et surveillance*

I. Le conseil d'administration

Art. 14. § 1^{er}. La Société est administrée par un conseil composé de vingt-trois membres nommés et révoqués par le Conseil régional wallon :

- seize administrateurs présentés sur une liste double par le Gouvernement;
- un administrateur présenté sur une liste double par le Gouvernement de la Communauté germanophone;
- six administrateurs présentés sur une liste double par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

§ 2. Le conseil d'administration désigne dans son sein un président et trois vice-présidents.

Le président et les trois vice-présidents ne peuvent exercer la fonction de président, de directeur-gérant ou d'administrateur d'une société de logement de service public.

§ 3. Le mandat d'administrateur s'achève de plein droit lorsque son titulaire atteint l'âge de soixante-sept ans. Il est d'une durée de six ans et est renouvelable.

En cas de vacance d'un mandat d'administrateur, le nouvel administrateur désigné poursuit le mandat de son prédécesseur jusqu'au terme de celui-ci.

Le nombre d'administrateurs autorisés à cumuler leur mandat avec celui d'administrateur d'une société de logement de service public est limité à six.

Le mandat d'administrateur est incompatible avec la qualité de membre du personnel d'une société de logement de service public.

§ 4. Le directeur général et le directeur général adjoint siègent au conseil d'administration avec voix consultative et assurent le secrétariat des réunions. Ils sont assistés pour l'exécution matérielle de cette tâche par un greffier.

Les commissaires du Gouvernement et l'observateur du Gouvernement siègent également au conseil avec voix consultative.

En outre, le directeur général de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, ou en cas d'empêchement, l'inspecteur général de la Division du Logement, siège au conseil avec voix consultative.

§ 5. Le conseil d'administration peut créer en son sein des Commissions.

Art. 15. Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils sont responsables de l'exécution de leur mandat et des fautes commises dans leur gestion, notamment de l'outrepassement des pouvoirs, tel qu'il résulte de l'objet social et des présents statuts.

Art. 16. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de l'un des vice-présidents.

Il doit être réuni lorsque cinq administrateurs au moins le demandent. Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Elles sont présidées par le président du conseil et, en cas d'empêchement de celui-ci, par l'un des vice-présidents ou, à leur défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Art. 17. § 1^{er}. Le conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents. En cas de partage, la proposition est rejetée.

§ 2. Il est interdit aux administrateurs de la société d'être présents aux délibérations relatives à des objets à propos desquels ils ont un intérêt personnel et direct, leurs parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct ou, quand ils sont administrateurs, leur société a un intérêt direct.

Cette interdiction ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré lorsqu'il s'agit de présentation de candidats, de nominations, révocations ou suspensions.

§ 3. Les administrateurs ne peuvent prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés par la Société.

Art. 18. Si, après convocation régulière, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre d'administrateurs présents, sur les objets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

Art. 19. Les délibérations du conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de la société.

Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président, le directeur général et le directeur général adjoint ou par leurs remplaçants.

Art. 20. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, l'assemblée générale peut allouer aux administrateurs une rémunération composée, par tiers, d'un émolument fixe, d'un jeton de présence et d'indemnités de séjour.

Art. 21. § 1^{er}. Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux réservés à l'assemblée générale. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la société.

§ 2. Il assure la promotion de la création de sociétés de logement de service public, il les agréee conformément aux conditions, critères et modalités fixés par le Gouvernement.

Il approuve les statuts des sociétés de logement de service public et leurs modifications ainsi que la mise en liquidation des sociétés de logement de service public.

§ 3. Il assure le respect de la législation, de la réglementation, de leurs statuts et de l'intérêt général dans le cadre de l'exercice de sa tutelle sur les sociétés agréées.

§ 4. Il traite les demandes et les plaintes des sociétés de logement de service public.

§ 5. Il traite les recours des comités consultatifs des locataires et des propriétaires.

§ 6. Il se prononce dans les soixante jours sur les recours relatifs aux décisions de tutelle prises par le directeur général et le directeur général adjoint.

§ 7. Il soumet annuellement pour approbation au Gouvernement, les programmes d'investissement pluriannuels de la Société.

§ 8. Il acquiert et donne en location tout terrain ou bâtiment ou transfère un droit réel sur ceux-ci.

§ 9. Il exerce un droit de rachat sur les immeubles sur lesquels la Société ou ses sociétés agréées ont concédé un droit réel lorsque ces immeubles n'ont pas été construits dans les délais et selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 10. Il émet, contracte et gère des emprunts garantis par la Région wallonne moyennant l'autorisation du Gouvernement et dans les conditions déterminées par celui-ci.

Il communique au Gouvernement tout renseignement relatif à ces emprunts et aux placements des avoirs et des disponibilités de la Société.

Il fournit des garanties pour sûreté des engagements contractés et accepte les garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle.

§ 11. Relativement au budget et aux comptes de la société, il remplit les obligations énumérées à l'article 41.

§ 12. Il reçoit toutes les sommes et valeurs revenant à la Société ou les fait percevoir par ses représentants

§ 13. Il fait des propositions au Gouvernement quant au cadre et au statut du personnel, en ce compris les fonctionnaires dirigeants.

Il nomme les agents dans la limite du nombre d'emplois disponibles au cadre, les suspend et les révoque. Il fixe leur salaire, traitement, gratification et, s'il y a lieu, le montant de leur cautionnement.

§ 14. Il traite, transige et compromet sur tous les intérêts de la Société, il autorise toutes les actions en justice; il renonce à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires.

§ 15. Il poursuit des expropriations pour cause d'utilité publique en vue de la réalisation de sa mission.

§ 16. Il autorise les sociétés agréées à emprunter, à aliéner leurs biens immobiliers, à les hypothéquer ou à céder à des tiers les garanties qu'elles possèdent.

Il autorise les sociétés agréées à recevoir des dons et des legs, à acquérir ou à transférer des droits réels sur tout immeuble bâti ou non bâti, à les donner en location et à affecter des biens immobiliers aux nécessités de leur administration.

§ 17. Il présente au Gouvernement un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion, au plus tard le 1^{er} juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte et le transmet dans le mois suivant au Conseil régional wallon.

§ 18. Il soumet au Gouvernement des propositions de modifications aux décrets ou arrêtés qu'il est chargé d'appliquer, tout avis sur les textes en vigueur ou en projet concernant les matières dont traite la Société ainsi que sur les politiques futures à mener.

§ 19. Il établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 22. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses administrateurs, ainsi qu'au directeur général.

En accord avec le conseil d'administration, le Directeur général et le directeur général adjoint se répartissent les compétences.

Art. 23. § 1^{er}. Il est institué, auprès du conseil d'administration, un comité de coordination des actionnaires, chargé de développer les synergies entre l'action des provinces, de la Région et de la Société et de donner son avis d'initiative ou sur les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

§ 2. Le comité de coordination des actionnaires est composé :

- 1° d'un représentant de chacune des provinces, actionnaire, nommé et révoqué par l'assemblée générale;
- 2° de deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement.

§ 3. En cas de vacance d'une place de membre du comité, visée au § 2, 1°, il y est pourvu par l'assemblée générale à sa première réunion.

Celui qui est appelé à remplacer un membre visé au § 2, 1°, avant l'expiration du mandat confié à ce dernier, achève le mandat interrompu.

§ 4. Il est alloué aux membres de ce comité un jeton de présence identique à celui qui est alloué aux administrateurs en application de l'article 20.

Les frais de fonctionnement et de secrétariat du comité sont à charge de la Société.

§ 5. Une fois par an, le comité fait rapport de ses activités au conseil d'administration.

II. Direction

Art. 24. La Société wallonne est dirigée par un directeur général, assisté d'un directeur général adjoint, nommés, suspendus ou révoqués par le Gouvernement qui fixe leur traitement initial.

Les fonctions de directeur général et de directeur général adjoint sont incompatibles avec celles de président, d'administrateur ou de directeur-gérant d'une société de logement de service public agréée par la Société.

En cas d'absence du directeur général, c'est le directeur général adjoint qui remplit ses fonctions. En cas d'absence de ce dernier, c'est le fonctionnaire le plus élevé en rang qui le remplace.

Art. 25. § 1^{er}. Outre les délégations fixées par le conseil d'administration, le directeur général et le directeur général adjoint sont chargés d'exécuter les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale sans devoir justifier vis-à-vis des tiers d'une autorisation ou d'un pouvoir spécial.

Ils assurent la gestion journalière et représentent la Société dans tous les actes y relatifs, en ce compris dans les actions judiciaires.

§ 2. Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer une partie de leurs pouvoirs afférents à la gestion journalière à des agents de la Société.

§ 3. Ils exercent la tutelle sur les sociétés de logement de service public à propos des actes visés aux articles 161, 163, § 1^{er}, 1° et 6°, et 164 du Code wallon du Logement.

§ 4. Ils délivrent les copies et extraits des procès-verbaux du conseil, du comité de gestion financière et de l'assemblée générale.

Ils signent tous chèques, virement et quittances.

§ 5. Ils donnent la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte constate la libération du débiteur et, moyennant autorisation préalable du conseil d'administration, ils donnent la mainlevée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires lorsque l'acte ne constate pas la libération du débiteur, des transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements sans devoir justifier de l'extinction des créances de la société ou d'aucun paiement. Sous leur responsabilité, ils peuvent déléguer ces pouvoirs à des agents de la société, revêtus du grade de directeur ou d'un grade plus élevé.

§ 6. Ils dirigent et contrôlent les agents de la Société.

§ 7. Les actions judiciaires sont exercées à leur poursuite et à leur diligence.

Art. 26. Le directeur général assure la tâche de greffier lors des séances du conseil d'administration. A cette fin, il peut être assisté par un agent de la société.

III. Contrôle et surveillance

Art. 27. § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement. Ce contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires nommés par le Gouvernement sur présentation respectivement du Ministre qui a le Logement dans ses attributions et du Ministre qui a le Budget dans ses attributions.

§ 2. Un observateur désigné par le Gouvernement est également chargé du suivi du contrat de gestion.

§ 3. Chaque semestre, l'observateur transmet un rapport au Gouvernement sur l'exécution du contrat de gestion par la Société.

§ 4. Les fonctions de commissaire et d'observateur ne sont cumulables ni avec celles de président, administrateur ou directeur-gérant d'une société de logement de service public, ni avec celle de membre du personnel de la Société.

Art. 28. § 1^{er}. Il est institué un comité de gestion financière composé de :

- 1° trois administrateurs désignés par le conseil d'administration de la Société;
- 2° deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein de la Division de la Trésorerie, du Budget, des Finances et de la Comptabilité départementale et de l'Inspection des Finances;
- 3° un représentant de la Cour des comptes;
- 4° les réviseurs visés à l'article 29;
- 5° les commissaires et l'observateur du Gouvernement;
- 6° le directeur général et le directeur général adjoint de la Société;
- 7° deux experts en matière budgétaire et financière représentant les provinces, désignés par le Gouvernement sur la proposition des provinces;
- 8° trois représentants des provinces non encore représentées en vertu du 7° du présent alinéa, désignés par celles-ci.

§ 2. Le comité de gestion financière élit en son sein un président et un secrétaire, lesquels signent les procès-verbaux.

Le comité se réunit trimestriellement.

Pour le surplus, les articles 16, 17, 18 et 19 des présents statuts sont applicables *mutatis mutandis* aux réunions du Comité de gestion financière.

§ 3. Le comité de gestion financière donne son avis d'initiative ou sur les affaires qui lui sont soumises par le conseil d'administration.

Une fois l'an, le comité de gestion financière fait rapport de ses activités à l'assemblée générale.

Il est alloué aux personnes visées au § 1^{er} du présent article, un jeton de présence identique à celui qui est alloué aux administrateurs en application de l'article 20.

Art. 29. Le Gouvernement désigne un ou plusieurs réviseurs auprès de la Société wallonne; ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Les réviseurs sont chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures. Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à la Société ou dont celle-ci a l'usage de la gestion.

Les réviseurs adressent au Gouvernement et aux organes directeurs de la Société un rapport sur la situation active et passive, ainsi que sur les résultats d'exploitation, au moins une fois l'an, à l'occasion de la confection du bilan, du compte de profits et pertes ou du compte annuel. Ils lui signalent, sans délai, toute négligence, toute irrégularité et, en général, toute situation susceptible de compromettre la solvabilité et la liquidité de la Société.

La rémunération des réviseurs, à charge de la Société, est fixée par l'assemblée générale.

Art. 30. Les commissaires du Gouvernement et l'observateur du Gouvernement ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Ils prennent connaissance de toute pièce utile à l'exercice de leur mission.

CHAPITRE IV. — *Assemblée générale*

Art. 31. L'assemblée générale se compose des actionnaires, des administrateurs, des commissaires du Gouvernement, de l'observateur du Gouvernement, du directeur général et du directeur général adjoint.

Seuls les actionnaires peuvent prendre part au vote.

Chaque associé ne peut se faire représenter que par un seul délégué, ce dernier dispose d'autant de voix que son mandant possède d'actions. Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie des actions souscrites ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'assemblée générale.

Art. 32. Il est tenu chaque année, le trente avril au plus tard, une assemblée générale des actionnaires.

Art. 33. L'assemblée générale reçoit communication du rapport du conseil d'administration.

Elle statue sur les conclusions de ces rapports ainsi que sur le projet de bilan.

Art. 34. Sous réserve de l'approbation des comptes par le Gouvernement, elle donne aux administrateurs décharge de leur gestion.

Art. 35. Le conseil d'administration peut convoquer des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, à la demande d'actionnaires représentant au moins un cinquième du capital.

Art. 36. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettre recommandée à la poste au moins huit jours avant la date de celle-ci.

L'assemblée ne peut statuer que sur les points portés à l'ordre du jour.

Art. 37. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par l'un des vice-présidents.

Un délégué des actionnaires est désigné comme scrutateur.

Une liste de présence indiquant les noms des actionnaires et le nombre de leurs actions est signée par chacun des représentants des actionnaires à leur entrée à la réunion.

Art. 38. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actions représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix, en cas de parité, la proposition est rejetée.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur des propositions de modifications des statuts, l'assemblée n'est valablement constituée que si les convocations mentionnent cet objet et si les membres présents à la réunion représentent la moitié du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation régulière est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représenté par les actionnaires présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit pas les trois quarts des voix émises.

Toute proposition de modification des statuts doit être soumise à l'approbation du Gouvernement.

Art. 39. Les procès-verbaux des assemblées générales sont signés par les présidents, le scrutateur, les membres du conseil d'administration, pour autant qu'ils soient présents, par le Directeur général ainsi que par les représentants d'actionnaires qui le demandent.

CHAPITRE V. — *Ressources — Budgets — Comptes et bilans*

Art. 40. Les moyens financiers de la Société sont les suivants :

1° les subventions et les crédits inscrits au budget régional;

2° les ressources liées à ses activités;

3° le produit des emprunts qu'elle est autorisée à émettre, à contracter ou à gérer, selon les modalités visées à l'article 21, § 10;

4° les dons et legs.

Art. 41. § 1^{er}. Le conseil d'administration établit annuellement son budget et le soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce budget, ventilé par activité, est communiqué au Gouvernement pour le trente avril de l'année qui précède l'exercice auquel il se rapporte.

§ 2. Dans les limites fixées par le Gouvernement, le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits inscrits au projet de budget de la Société, sauf s'il s'agit de dépenses fondées sur un principe nouveau que le budget de l'année précédente ne contenait pas.

§ 3. Les transferts de crédits entre activités ainsi que les dépassements de crédits pour une même activité portés au budget de la Société sont soumis à l'autorisation du Gouvernement.

Si les dépassements de crédits envisagés entraînent une intervention financière de la Région supérieure à l'intervention prévue initialement dans le budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par l'inscription d'un crédit correspondant dans le budget des dépenses de la Région.

§ 4. Le conseil d'administration dresse au plus tard pour le trente avril de l'année qui suit l'exercice considéré, le compte annuel d'exécution de son budget ainsi qu'une situation active et passive au trente et un décembre de l'année considérée.

§ 5. Les comptes de la Société sont arrêtés par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration et sont approuvés par le Gouvernement.

Le conseil d'administration transmet au Gouvernement des situations périodiques ainsi qu'un rapport annuel sur son activité, au plus tard le premier juillet de l'année suivant l'exercice auquel il se rapporte.

Art. 42. Le conseil d'administration est autorisé à utiliser les excédents des exercices antérieurs générés par la gestion de ses dotations en capital moyennant l'autorisation du Gouvernement.

Art. 43. Indépendamment des prescriptions des lois régissant les sociétés anonymes qui sont en opposition avec les présents statuts, les articles dix, vingt-neuf, vingt-neufbis, vingt-neufter, vingt-neufquater, trente-quatre, trente-cinq, trente-cinqbis, quarante et un, cinquante-quatre, cinquante-cinq, soixante-troister, soixante-quatre, soixante-quatrequater, septante et un, septante-deux, septante-deuxbis, septante-deuxter, quatre-vingt à cent quatrebis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ne sont pas applicables à la Société wallonne.

Art. 44. A titre transitoire, jusqu'au 1^{er} janvier 2001, la limite d'âge mentionnée à l'article 14, § 3, reste fixée à septante ans.

Art. 45. Le mandat des membres du comité de coordination des actionnaires, visé à l'article 23 et du comité de gestion financière, visé à l'article 28 est renouvelé en même temps que le mandat des membres du conseil d'administration.

Art. 46. Le comité de coordination des actionnaires, visé à l'article 23, est dissous de plein droit dès lors que chaque province est représentée au sein du conseil d'administration.

Vus et approuvés pour être annexés à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 portant approbation des statuts modifiés de la Société wallonne du Logement et fixant son capital maximum.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2930

[C - 99/27669]

**10. JUNI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der "Société wallonne du Logement"
(Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) und zur Festlegung ihres Mindestkapitals**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 1998 zur Einführung des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere des Artikels 86, § 3 und § 5;

Aufgrund des Beschlusses der Generalversammlung der "Société wallonne du Logement" vom 10. Mai 1999,
Beschließt:

Artikel 1 - Das Mindestkapital der "Société wallonne du Logement" wird auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF festgelegt.

Art. 2 - Die Satzungen der "Société wallonne du Logement", so wie sie in der Urkunde ihrer Generalversammlung vom 10. Mai 1999 abgeändert worden und nachstehend angeführt sind, werden genehmigt.

Art. 3 - Der Ministerialerlass vom 14. August 1985 zur Bestätigung der Satzungen der "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie), in seiner durch den Ministerialerlass vom 30. November 1993 und durch den Ministerialerlass vom 16. Oktober 1995 abgeänderten Fassung, wird aufgehoben.

Art. 4 - Der vorliegende Erlass wird am 10. Mai 1999 wirksam.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

ANLAGE

Satzungen der "Société wallonne du Logement"

KAPITEL I — Gründung - Sitz - Zweck und Dauer der "Société wallonne du Logement"

Artikel 1 - Die "Société wallonne du Logement" ist eine juristische Person öffentlichen Rechts mit Rechtspersönlichkeit, die die Form einer Aktiengesellschaft hat.

Unter Vorbehalt der in Artikel dreiundvierzig enthaltenen Einschränkungen ist sie den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften unterworfen, mit Ausnahme der Bereiche, die durch das Wallonische Wohngesetzbuch und die Satzungen der "Société wallonne du Logement" geregelt werden, ohne dass sie dadurch ihre bürgerrechtliche Eigenschaft verliert.

Unter Vorbehalt der Bestimmungen des Wallonischen Wohngesetzbuches ist die "Société wallonne du Logement" den sämtlichen Bestimmungen des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser öffentlicher Einrichtungen, was die in Artikel 1 des genannten Gesetzes angeführten Einrichtungen der Kategorie B betrifft, sowie den Erlassen, die in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedet worden sind, unterworfen.

Ihr Gesellschaftssitz liegt in Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2 - Der Gesellschaftszweck der "Société wallonne du Logement" besteht in dem Folgenden:

1. Sie erteilt den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes die Zulassung, berät sie und kontrolliert sie, und ist damit beauftragt,

— die Tätigkeit und die kohärente Arbeit der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes in allen Gemeinden zu fördern, insbesondere durch die Erstellung des in Artikel 141 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Gesamtprogramms;

— die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zur Zusammenarbeit sowohl miteinander als auch mit anderen lokalen Partnern anzuregen;

— ihnen die notwendigen Mittel zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zur Verfügung zu stellen;

— die Tätigkeit der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes regelmäßig zu bewerten;

— die Anträge und Klagen in Zusammenhang mit den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zu bearbeiten;

— die Einsprüche der Beratungsausschüsse der Mieter und Vermieter zu bearbeiten;

— die Anträge der Mietbewerber um eine von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes verwaltete Wohnung aufzulisten, und die Initiativen zur Vermeidung mehrfacher Anträge, mindestens auf dem Gebiet einer Gemeinde, zu unterstützen.

2. Sie trägt dazu bei, das Recht auf eine Wohnung in die Praxis umzusetzen, und hat die folgenden Aufgaben:

— Erwerb, Bau, Umgestaltung, Sanierung, Anpassung, Abbruch und Verwaltung der Einzel- oder Gemeinschaftswohnungen, die bestimmten von der Regierung festgelegten technischen und wirtschaftlichen Eigenschaften entsprechen;

— Abtretung und Erwerb von dinglichen Rechten an Einzel- oder Gemeinschaftswohnungen, die bestimmten von der Regierung festgelegten technischen und wirtschaftlichen Eigenschaften entsprechen;

— Bildung der nötigen Grundstücksreserven im Hinblick auf eine harmonische Entfaltung der Wohnverhältnisse; Abtretung dieser Reserven an die zugelassenen Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes; Verkauf dieser Reserven parzellenweise oder Gewährung dinglicher Rechte an ihnen, wobei wenn nötig den Begünstigten Dienstbarkeiten in Zusammenhang mit der Erhaltung der äußeren und der funktionellen Gestaltung des Komplexes auferlegt werden;

— Förderung von Initiativen in diesem Sinne bei den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, Koordinierung und Unterstützung der in Zusammenarbeit mit anderen öffentlichen und privaten Partnern geführten Maßnahmen;

— Gewährung von Hypothekendarlehen für den Erwerb, den Bau, die Umgestaltung oder die Sanierung von Wohnungen zugunsten von natürlichen Personen, oder für die Rückzahlung von Hypothekenschulden, und Finanzierung der Lebensversicherungsprämien, die zur Deckung der Darlehensnehmer bestimmt sind;

— Gewährung der in Artikel 54 bis 77 des Wallonischen Wohngesetzbuches erwähnten Beihilfen zugunsten von den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

3. Die "Société wallonne du Logement" unterstützt die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, die lokalen Behörden und die autonomen Gemeinderegionen durch einen technischen und finanziellen Beistand.

Zu diesem Zweck kann die "Société wallonne du Logement" erlauben, dass die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes mit jeder lokalen Behörde oder autonomen Gemeinderegion, die über einen Gebäudebestand verfügt, Vereinbarungen abschließen, um die Verwaltung und die Instandhaltung dieser Gebäude zu übernehmen.

Die "Société wallonne du Logement" ist dazu berechtigt, an Stelle der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes zu treten, wenn diese nicht imstande sind, diese Aufgabe zu erfüllen.

4. Die "Société wallonne du Logement" fördert das Ergreifen von Versuchsmaßnahmen und die Forschung im Bereich des Wohnungswesens.

5. Die "Société wallonne du Logement" schlägt der Regierung neue Politiken vor oder begutachtet Politiken, die insbesondere auf die Verstärkung der Synergien mit der gemeindlichen Politik in Sachen Wohnungswesen und die Partnerschaft der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes mit anderen Beteiligten aus dem öffentlichen oder privaten Sektor und mit dem Bereich der gemeinnützigen Vereine abzielen.

6. Die "Société wallonne du Logement" übt jede andere Aufgabe, die in direktem Zusammenhang mit den in vorliegendem Artikel erwähnten Aufgaben steht, mit der Genehmigung der Regierung aus.

Art. 3 - Die "Société wallonne du Logement" übt ihre in Artikel 2 erwähnten Aufgaben aus unter Einhaltung der Prioritäten und der Leitlinien, die im vorliegenden Gesetzbuch und im zwischen ihr und der Regierung abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt worden sind.

Art. 4 - Unter Einhaltung des Artikels 91 des Wallonischen Wohngesetzbuches verbürgt die "Société wallonne du Logement" die Rückzahlung der von ihr bewilligten Darlehen durch die Lebensversicherung.

Zu diesem Zweck beteiligt sie sich an der Gründung und der Verwaltung einer Tochtergesellschaft.

Art. 5 - Zur Erfüllung ihrer Aufgaben kann die "Société wallonne du Logement" jedes Grundstück bzw. Gebäude erwerben und vermieten, oder an diesem ein dingliches Recht übertragen.

Die von der "Société wallonne du Logement" gebauten, erworbenen, gemieteten oder vermieteten Gebäude werden hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt.

Die "Société wallonne du Logement" unternimmt selbst oder erlaubt den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes, das Folgende zu unternehmen: Ausstattung mit einem Straßen- und Wegenetz, mit Kanalisationen, mit der Straßenbeleuchtung, mit einem Wasserversorgungsnetz, Gestaltung der gemeinsamen Zugänge zu den von ihr oder von der Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes erworbenen bzw. gebauten Gebäudekomplexen oder den von ihr eingerichteten Grundstücken, sowie Ausstattung mit Anlagen gemeinschaftlichen Interesses, die ein integrierender Bestandteil dieses Komplexes sind, oder sie finanziert die Kosten solcher Maßnahmen.

Die "Société wallonne du Logement" ist zur Durchführung der Enteignung eines bebauten bzw. nicht bebauten Immobiliengutes ermächtigt, wenn diese vorher von der Regierung für gemeinnützig erklärt worden ist.

Art. 6 - Mit der Genehmigung der Regierung kann sich die "Société wallonne du Logement" an der Gründung und der Verwaltung von Einrichtungen und Gesellschaften beteiligen, deren Gesellschaftszweck zur Durchführung und Koordinierung der regionalen Politik in Sachen Wohnungswesen beiträgt.

Mit der Genehmigung der Regierung wird die "Société wallonne du Logement" ebenfalls ermächtigt, die Ausgaben dieser Einrichtungen bzw. Gesellschaften zu finanzieren oder vorzufinanzieren, oder ihnen die notwendigen Mittel zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks zur Verfügung zu stellen.

Art. 7 - Die "Société wallonne du Logement" besteht ab dem 8. Mai 1985 und die Dauer ihres Bestehens ist unbegrenzt. Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret verkündet werden, das gleichzeitig das Verfahren und die Bedingungen ihrer Liquidation bestimmt.

KAPITEL II — *Gesellschaftskapital — Anleihen und Verpflichtungen — Kapitalanlagen*

Art. 8 - Das Grundkapital der "Société wallonne du Logement" ist auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF festgelegt. Es besteht aus tausend Aktien zu je tausendzweihundertfünfzig BEF.

Diese tausend Aktien werden wie folgt von den Erschienenen gezeichnet:

1. die Wallonische Region: fünfhundertneunundachtzig;
2. die Provinz Hennegau: hundertachtundneunzig;
3. die Provinz Lüttich: neunundneunzig;
4. die Provinz Namur: achtundvierzig;
5. die Provinz Luxemburg: fünfundvierzig;
6. die Provinz Wallonisch-Brabant: einundzwanzig.

Die Erschienenen erklären, dass jede gezeichnete Aktie voll und in Geld eingezahlt worden ist, und dass der Betrag dieser Einzahlungen, die sich insgesamt auf eine Million zweihundertfünfzigtausend BEF belaufen, der "Société wallonne du Logement" zur Verfügung gestanden hat.

Art. 9 - Das Gesellschaftskapital kann mit dem vorherigen Einverständnis der Regierung erhöht werden, indem die Region und die in Artikel 8 der vorliegenden Satzungen erwähnten Provinzen weitere unteilbare Aktien von tausendzweihundertfünfzig BEF zeichnen.

Art. 10 - Der noch ausstehende Betrag der neuen Zeichnungen ist an den vom Verwaltungsrat festgelegten Daten einzuzahlen. Diese Daten müssen den Betreffenden drei Monate im Voraus per Einschreiben mitgeteilt werden.

Art. 11 - Die Aktionäre haften nur bis zu dem Betrag der gezeichneten Aktien für die Verbindlichkeiten der "Société wallonne du Logement".

Art. 12 - Auch wenn die Aktien voll eingezahlt sind, sind sie unveräußerliche Namensaktien.

Art. 13 - Die verfügbaren Mittel der "Société wallonne du Logement" dürfen angelegt werden, um Wertpapiere zu kaufen, die von der Region ausgestellt oder garantiert werden; sie können auch zeitweilig bei den öffentlichen Einrichtungen oder den Banken deponiert werden, die der Verwaltungsrat mit der Genehmigung der Regierung bestimmt, oder dort auf ein laufendes Konto eingezahlt werden.

KAPITEL III — *Verwaltung — Leitung und Aufsicht*

I. Verwaltungsrat

Art. 14 - § 1. Die "Société wallonne du Logement" ist von einem Rat verwaltet, deren dreiundzwanzig Mitglieder vom Wallonischen Regionalrat ernannt und abgesetzt werden:

- sechzehn Verwalter werden auf einer doppelten Liste von der Regierung vorgeschlagen;
- ein Verwalter wird auf einer doppelten Liste von der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vorgeschlagen;
- sechs Verwalter werden auf einer doppelten Liste vom Wirtschafts- und Sozialrat der Wallonischen Region vorgeschlagen;

§ 2. Unter seinen Mitgliedern bezeichnet der Verwaltungsrat einen Vorsitzenden und drei stellvertretende Vorsitzende.

Der Vorsitzende und die drei stellvertretenden Vorsitzenden dürfen das Amt eines Vorsitzenden, eines geschäftsführenden Direktors oder eines Verwalters einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes nicht ausüben.

§ 3. Das Mandat des Verwalters läuft von Rechts wegen ab, wenn dessen Inhaber das Alter von siebenundsechzig Jahren erreicht hat. Es dauert sechs Jahre und kann erneuert werden.

Falls ein Verwaltersmandat frei wird, übt der neue bezeichnete Verwalter das Mandat seines Vorgängers bis zu dessen Ende aus.

Die Anzahl der Verwalter, die ihr Mandat mit einem Mandat als Verwalter einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes kumulieren dürfen, ist auf sechs begrenzt.

Das Mandat des Verwalters ist mit der Eigenschaft als Personalmitglied einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes unvereinbar.

§ 4. Der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor sitzen im Verwaltungsrat mit beratender Stimme und gewährleisten das Sekretariat der Versammlungen. Für die materielle Durchführung dieser Aufgabe steht ihnen ein Schriftführer zur Seite.

Die Regierungskommissare und der Beobachter sitzen ebenfalls mit beratender Stimme im Verwaltungsrat.

Außerdem sitzt der Generaldirektor der Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes oder, falls er verhindert ist, der Generalinspektor der Abteilung Wohnungswesen im Verwaltungsrat mit beratender Stimme.

§ 5. In seiner Mitte kann der Verwaltungsrat Ausschüsse einrichten.

Art. 15 - Die Verwalter gehen keine persönliche Verpflichtung ein bezüglich der Verbindlichkeiten der "Société wallonne du Logement". Wohl aber tragen sie die Verantwortung für die Ausübung ihres Mandats und die Fehler, die sie bei der Verwaltung begehen, namentlich, wenn sie die Befugnisse überschreiten, die ihnen im Hinblick auf den Gesellschaftszweck und aufgrund vorliegender Satzungen eingeräumt sind.

Art. 16 - Der Verwaltungsrat tagt jedes Mal, wenn es das Interesse der "Société wallonne du Logement" verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert sein sollte, durch einen der stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Der Rat muss zusammentreten, wenn mindestens fünf Verwalter es beantragen. Die Versammlungen finden im Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Den Vorsitz führt der Ratsvorsitzende und, wenn dieser verhindert sein sollte, einer der stellvertretenden Vorsitzenden oder in deren Abwesenheit, der älteste Verwalter.

Art. 17 - Der Rat kann nur tagen und Beschlüsse fassen, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwalter gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

§ 2. Die Verwalter der "Société wallonne du Logement" dürfen den Beratungen nicht beiwohnen, die Angelegenheiten betreffen, an denen sie oder ihre Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben, oder, wenn sie Verwalter sind, wenn ihre Gesellschaft ein direktes Interesse hat.

Dieses Verbot erstreckt sich nicht weiter als die Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad, wenn es um die Vorstellung von Kandidaten, um Ernennungen, um Absetzungen oder um Amtsenthebungen geht.

Die Verwalter dürfen sich nicht, direkt oder indirekt, an Geschäften, die mit der "Société wallonne du Logement" abgeschlossen werden, beteiligen.

Art. 18 - Wenn nach einer ordnungsgemäßen Einberufung nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der nächsten Sitzung, die durch eine zweite Einberufung festgelegt wird, für die Punkte, die zweimal nacheinander auf die Tagesordnung gebracht worden sind, beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Art. 19 - Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden schriftlich niedergelegt und diese Protokolle werden im Gesellschaftssitz aufbewahrt.

Die genehmigten Protokolle werden von dem Vorsitzenden, dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor oder von ihren Vertretern unterschrieben.

Art. 20 - Mit der Genehmigung der Regierung kann die Generalversammlung den Verwaltern eine Vergütung gewähren, die zu je einem Drittel aus einer festen Entlohnung, einer Anwesenheitsmarke und einer Entschädigung für Aufenthaltskosten besteht.

Art. 21 - § 1. Der Verwaltungsrat verfügt über alle zur Verwirklichung des Gesellschaftszwecks nötigen Befugnisse, mit Ausnahme der Befugnisse, die der Generalversammlung vorbehalten sind. Er verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Führung und die Verwaltung der "Société wallonne du Logement".

§ 2. Er fördert die Gründung von Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und erteilt ihnen die Zulassung unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Bedingungen, Kriterien und Modalitäten.

Er genehmigt die Satzungen der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes und deren Abänderungen sowie die Auflösung der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

§ 3. Er sorgt im Rahmen der Aufsicht, die er über die zugelassenen Gesellschaften führt, für die Einhaltung der Gesetzgebung, der Bestimmungen und der jeweiligen Satzungen sowie für die Wahrung des allgemeinen Interesses.

§ 4. Er behandelt die Anträge und die Beschwerden der Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes.

§ 5. Er behandelt die Einsprüche der beratenden Ausschüsse der Mieter und Eigentümer.

§ 6. Er entscheidet innerhalb sechzig Tagen über die Einsprüche welche die vom Generaldirektor und vom beigeordneten Generaldirektor gefassten Aufsichtsentschlüsse betreffen.

§ 7. Jedes Jahr legt er die mehrjährigen Investierungsprogramme der "Société wallonne du Logement" der Regierung zur Genehmigung vor.

§ 8. Er erwirbt oder vermietet jedes Grundstück bzw. Gebäude oder überträgt an diesem ein dingliches Recht.

§ 9. Er übt ein Wiederkaufsrecht an den Gebäuden aus, an denen die "Société wallonne du Logement" oder deren zugelassenen Gesellschaften ein dingliches Recht abgetreten haben, wenn diese Gebäude nicht fristgerecht und nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten errichtet worden sind.

§ 10. Er nimmt die Ausgabe, die Aufnahme und die Verwaltung von durch die Wallonische Region verbürgten Anleihen vorbehaltlich der Genehmigung der Regierung und unter den von ihr festgelegten Bedingungen vor.

Er teilt der Regierung jegliche Auskunft in Zusammenhang mit diesen Anleihen und der Anlage seines Guthabens und der verfügbaren Mittel mit.

Er leistet Sicherheiten als Bürgschaft für die von der "Société wallonne du Logement" eingegangenen Verbindlichkeiten und nimmt die Sicherheiten an, die für ihr gegenüber eingegangene Verbindlichkeiten geleistet werden.

§ 11. Was den Haushalt und die Bücher der "Société wallonne du Logement" betrifft, so erfüllt er die in Artikel 41 aufgeführten Verpflichtungen.

§ 12. Er nimmt alle Beträge und Wertpapiere an, die der "Société wallonne du Logement" zustehen, oder lässt sie durch seine Vertreter einnehmen.

§ 13. Er unterbreitet der Regierung Vorschläge in Bezug auf den Stellenplan und das Statut des Personals, einschließlich der leitenden Beamten.

Er ernennt die Bediensteten, sofern Stellen im Stellenplan zur Verfügung stehen, enthebt sie zeitweilig ihres Amtes und setzt sie ab. Er legt ihren Lohn, ihr Gehalt, ihre Gratifikation und gegebenenfalls die Höhe ihrer Sicherheitsleistung fest.

§ 14. Er verhandelt und schließt Vergleiche und Schiedsverträge über alle Interessen der "Société wallonne du Logement"; er erteilt die Genehmigung zu gerichtlichen Klagen, er verzichtet auf die dinglichen Rechte, die Vorzugsrechte und die Nichtigkeitsklagen.

§ 15. Er führt Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken im Hinblick auf die Erfüllung seiner Aufgabe durch.

§ 16. Er erteilt den zugelassenen Gesellschaften die Genehmigung, Anleihen aufzunehmen, ihre Immobiliengüter zu veräußern, mit einer Hypothek zu belasten oder die Sicherheiten, die sie besitzen, an Drittpersonen abzutreten.

Er erteilt den zugelassenen Gesellschaften die Genehmigung, Spenden und Vermächtnisse zu erhalten, dingliche Rechte an jedem bebauten bzw. unbebauten Immobiliengut zu erwerben oder zu übertragen, Immobiliengüter zu vermieten oder sie für die Anforderungen ihrer Verwaltung zu verwenden.

§ 17. Er legt spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das betroffene Geschäftsjahr folgt, einen jährlichen Bericht über die Bewertung der Ausführung des Geschäftsführungsvertrags vor und leitet ihn innerhalb des folgenden Monats an den Wallonischen Regionalrat weiter.

§ 18. Er unterbreitet der Regierung Vorschläge über Änderungen an Dekreten oder Erlassen, mit deren Anwendung er beauftragt ist, seine Begutachtung von schon geltenden oder im Entwurf befindlichen Texten, welche die von der "Société wallonne du Logement" behandelten Angelegenheiten betreffen, und von der in der Zukunft zu führenden Politik.

§ 19. Er nimmt seine Dienstordnung an und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung.

Art. 22 - Der Verwaltungsrat kann auf seine Verantwortung einem oder mehreren seiner Verwalter sowie dem Generaldirektor einen Teil seiner Befugnisse übertragen. Im gemeinsamen Einvernehmen mit dem Verwaltungsrat verteilen sich der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor die Befugnisse untereinander.

Art. 23 - § 1. Es wird beim Verwaltungsrat ein Koordinierungsausschuss der Aktionäre eingesetzt, der damit beauftragt ist, die Synergien zwischen der Aktion der Provinzen, der Region und der "Société wallonne du Logement" zu verstärken und auf eigene Initiative oder bezüglich der ihr vom Verwaltungsrat unterbreiteten Angelegenheiten ein Gutachten abzugeben.

§ 2. Der Koordinierungsausschuss der Aktionäre hat die folgende Zusammensetzung:

1° ein Vertreter jeder Provinz, die Aktionär ist; dieser Vertreter wird von der Generalversammlung ernannt und abgesetzt;

2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung bezeichnet werden.

§ 3. Wenn eine in § 2, 1° erwähnte Stelle als Mitglied des Ausschusses frei wird, sorgt die Generalversammlung in ihrer nächsten Sitzung dafür, dass sie besetzt wird;

Wer ein in § 2, 1° erwähntes Mitglied vor Ablauf des Mandats dieses Mitglieds, ersetzen soll, beendet das unterbrochene Mandat.

§ 4. Den Mitgliedern dieses Ausschusses wird die gleiche Anwesenheitsmarke gewährt, die den Verwaltern in Anwendung von Artikel 20 gewährt wird.

Die Funktions- und Sekretariatskosten des Ausschusses gehen zu Lasten der "Société wallonne du Logement".

§ 5. Einmal im Jahr erstattet der Ausschuss dem Verwaltungsrat Bericht über seine Tätigkeiten.

II. Leitung

Art. 24 - Die "Société wallonne du Logement" wird von einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, geleitet. Diese werden von der Regierung ernannt, von ihrem Amt zeitweilig enthoben oder abgesetzt. Die Regierung legt deren Anfangsgehalt fest.

Das Amt eines Generaldirektors oder eines beigeordneten Generaldirektors ist mit dem eines Vorsitzenden, eines Verwalters oder eines geschäftsführenden Direktors einer von der "Société wallonne du Logement" zugelassenen Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes unvereinbar.

Bei Abwesenheit des Generaldirektors übt der beigeordnete Generaldirektor sein Amt. Bei Abwesenheit des Letzteren vertritt ihn der ranghöchste Beamte.

Art. 25 - § 1. Zusätzlich zu den Vollmachten, die vom Verwaltungsrat festgelegt werden, sind der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor damit beauftragt, die Beschlüsse des Verwaltungsrates und der Generalversammlung auszuführen, und brauchen dabei Drittpersonen gegenüber nicht den Nachweis einer Sondergenehmigung oder -befugnis vorzubringen.

Sie gewährleisten die tägliche Geschäftsführung und vertreten die "Société wallonne du Logement" in allen hiermit verbundenen Handlungen einschließlich der Rechtshandlungen.

§ 2. Auf eigene Verantwortung können sie Beamten der "Société wallonne du Logement" einen Teil ihrer Befugnisse übertragen, die sich auf die tägliche Verwaltung beziehen.

§ 3. Sie üben das Aufsichtsrecht gegenüber den Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Dienstes aus, was die in den Artikeln 161, 163, § 1, 1° und 6°, und 164 des Wallonischen Wohnungsgesetzbuches betroffenen Handlungen betrifft.

§ 4. Sie händigen Abschriften und Auszüge der Protokolle des Rates, des Finanzverwaltungsausschusses und der Generalversammlung aus.

Sie unterschreiben alle Schecks, Überweisungen und Quittungen.

§ 5. Sie ordnen die Löschung der Eintragung von Vorzugsrechten oder Hypotheken an, wenn eine Urkunde bestätigt, dass der Schuldner seine Schulden abgetragen hat, und mit der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates ordnen sie die Löschung der Eintragung von Vorzugsrechten oder Hypotheken an, wenn keine Urkunde bestätigt, dass der Schuldner seine Schulden abgetragen hat, der Übertragungen, Pfändungen, Zahlungssperren und aller anderen Hindernisse, ohne das Erlöschen der Forderungen der "Société wallonne du Logement" belegen zu müssen oder Zahlungen nachweisen zu müssen. Auf ihre Verantwortung können sie diese Befugnisse Bediensteten der "Société wallonne du Logement", die den Dienstgrad eines Direktors oder einen höheren Grad bekleiden, übertragen.

§ 6. Sie leiten und überwachen die Bediensteten der "Société wallonne du Logement".

§ 7. Die Rechtshandlungen werden auf ihre Klage und auf ihr Betreiben angeordnet.

Art. 26 - Bei den Sitzungen des Verwaltungsrates übernimmt der Generaldirektor die Arbeit des Schriftführers. Zu diesem Zweck kann ihm ein Bediensteter der "Société wallonne du Logement" zur Seite stehen.

III - Kontrolle und Aufsicht

Art. 27 - § 1. Die Gesellschaft untersteht der Kontrollmacht der Regierung. Diese Kontrolle wird durch zwei Kommissare ausgeübt, die jeweils vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, vorgeschlagen und von der Regierung ernannt werden.

§ 2. Ein von der Regierung bezeichneter Beobachter wird ebenfalls mit der Aufsicht über den Geschäftsführungsvertrag beauftragt.

§ 3. Jedes Halbjahr übermittelt der Beobachter der Regierung einen Bericht über die Ausführung des Geschäftsführungsvertrages durch die "Société wallonne du Logement".

§ 4. Das Amt eines Kommissars oder eines Beobachters darf nicht mit dem eines Vorsitzenden, eines Verwalters oder eines geschäftsführenden Direktors einer Wohnungsbaugesellschaft öffentlichen Dienstes oder auch eines Personalmitglieds der "Société wallonne du Logement" kumuliert werden.

Art. 28 - § 1. Es wird ein Finanzverwaltungsausschuss eingesetzt, mit der folgenden Zusammensetzung:

1° drei vom Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" bezeichnete Verwalter;

2° zwei Vertreter der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilungen Finanzverwaltung, Haushalt, Finanzen und Departementsbuchführung, und der Finanzinspektion bezeichnet werden.

3° ein Vertreter des Rechnungshofes;

4° die gemäß Artikel 29 bezeichneten Revisoren;

5° die Kommissare und der Beobachter der Regierung;

6° der Generaldirektor und der beigeordnete Generaldirektor der "Société wallonne du Logement";

7° zwei Sachverständige in Sachen Haushalt und Finanzen, welche die Provinzen vertreten und von der Regierung auf Vorschlag der Provinzen bezeichnet werden.

8° drei Vertreter der noch nicht gemäß Pos. 7° des vorliegenden Absatzes vertretenen Provinzen, die von diesen Provinzen bezeichnet werden.

§ 2. Der Finanzverwaltungsausschuss wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Schriftführer, die die Protokolle unterzeichnen.

Der Ausschuss kommt quartalsweise zusammen.

Was das Übrige betrifft, so finden Artikel sechzehn, siebzehn, achtzehn und neunzehn der vorliegenden Satzungen auf die Sitzungen des Finanzverwaltungsausschusses mutatis mutandis Anwendung.

§ 3. Der Finanzverwaltungsausschuss gibt auf eigene Initiative oder bezüglich der ihm vom Verwaltungsrat unterbreiteten Angelegenheiten ein Gutachten.

Einmal im Jahre erstattet der Finanzverwaltungsausschuss der Generalversammlung Bericht über seine Tätigkeiten.

Den in Absatz 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Personen wird die gleiche Anwesenheitsmarke gewährt, die den Verwaltern in Anwendung von Artikel 20 gewährt wird.

Art. 29 - Die Regierung bezeichnet bei der "Société wallonne du Logement" einen oder mehrere Revisoren; diese werden unter den Mitgliedern des Instituts der Unternehmensrevisoren ausgesucht.

Die Revisoren werden mit der Kontrolle der Geschäftsbücher und mit der Beglaubigung ihrer Richtigkeit und Wahrhaftigkeit beauftragt.

Sie dürfen an Ort und Stelle in die Buchführungsbücher und -dokumente, in die Korrespondenz, in die Protokolle, in die periodischen Lageberichte und generell in alle Geschäftsbücher Einsicht nehmen. Sie prüfen die Beständigkeit der Güter und Werte, die der Gesellschaft gehören, oder deren Verwaltung von der Gesellschaft ausgeübt wird.

Mindestens einmal im Jahr anlässlich der Anfertigung der Bilanz, der Gewinn- und Verlustrechnung oder der Jahresrechnung übermitteln die Revisoren der Regierung und den Direktionsorganen der Gesellschaft einen Bericht über den Aktiv- und Passivstand sowie über die Betriebsergebnisse. Sie machen sie ohne Verzögerung auf jede Nachlässigkeit, jede Unregelmäßigkeit und generell auf jede Situation, welche die Zahlungsfähigkeit und die Liquidität der Gesellschaft beeinträchtigen könnte, aufmerksam.

Die Entlohnung der Revisoren geht zu Lasten der "Société wallonne du Logement" und wird von der Generalversammlung festgelegt.

Art. 30 - Die Kommissare der Regierung und der Beobachter der Regierung verfügen über die umfangreichsten Befugnisse für die Ausführung ihrer Aufgabe.

Sie nehmen Kenntnis von jeder für die Ausführung ihrer Aufgabe nützlichen Unterlage.

KAPITEL IV — Generalversammlung

Art. 31 - Die Generalversammlung besteht aus den Aktionären, den Verwaltern, den Kommissaren der Regierung, dem Beobachter der Regierung, dem Generaldirektor und dem beigeordneten Generaldirektor.

Nur die Aktionäre dürfen an der Abstimmung teilnehmen.

Jeder Gesellschafter darf sich dort nur von einem einzigen Beauftragten vertreten lassen; dieser verfügt über so viele Stimmen, wie sein Mandant Aktien besitzt. Bei einer Abstimmung darf die Anzahl der Stimmen eines Einzelnen jedoch ein Fünftel der gezeichneten Aktien oder zwei Fünftel der bei der Generalversammlung vertretenen Aktien nicht überschreiten.

Art. 32 - Jedes Jahr findet spätestens am 30. April eine Generalversammlung statt.

Art. 33 - Der Generalversammlung wird der Bericht des Verwaltungsrates übermittelt.

Sie befindet über die Schlussfolgerungen dieser Berichte sowie über den Bilanzentwurf.

Art. 34 - Vorbehaltlich der Genehmigung der Rechnungen durch die Regierung entlastet sie die Verwalter.

Art. 35 - Der Verwaltungsrat kann außerordentliche Generalversammlungen einberufen.

Er muss sie innerhalb dreißig Tage einberufen, wenn Aktionäre, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen.

Art. 36 - Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung und werden den Betreffenden mindestens acht Tage vor der Generalversammlung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugestellt.

Die Generalversammlung kann nur über Punkte entscheiden, die auf der Tagesordnung angegeben sind.

Art. 37 - Der Vorsitz der Generalversammlung wird von dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates, oder wenn dieser verhindert ist, von einem der stellvertretenden Vorsitzenden geführt.

Ein Beauftragter der Aktionäre wird als Stimmenzähler bezeichnet.

Eine Anwesenheitsliste, auf der sowohl die Namen der Aktionäre als auch die Anzahl ihrer Aktien angegeben ist, wird von jedem Vertreter der Aktionäre bei seinem Eintreffen bei der Versammlung unterschrieben.

Art. 38 - Die Generalversammlung ist ordnungsgemäß gebildet, ungeachtet der Anzahl der vertretenen Aktien.

Die Beschlüsse werden mit der Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Wenn über Vorschläge abgestimmt werden soll, die Satzungsänderungen bezwecken, tritt die Generalversammlung nur ordnungsgemäß zusammen, wenn die Einberufungen zu dieser Versammlung diesen Gegenstand auch angeben und die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere ordnungsgemäße Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Aktionäre vertreten.

In dem einen wie in dem anderen Fall wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er drei Viertel der abgegebenen Stimmen auf sich vereinen kann.

Jeder Vorschlag zwecks Abänderung der Satzungen muss der Regierung zur Genehmigung unterbreitet werden.

Art. 39 - Die Protokolle der Generalversammlungen werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmenzähler, den Mitgliedern des Verwaltungsrates, wenn sie anwesend sind, vom Generaldirektor und von den Vertretern der Aktionäre, die es beantragen, unterschrieben.

KAPITEL V — Einnahmen, Haushaltspläne — Rechnungen und Bilanzen

Art. 40 - Die Gesellschaft verfügt über die folgenden finanziellen Mittel:

- 1° die Zuschüsse und Kredite, die im regionalen Haushaltsplan eingetragen sind;
- 2° die mit ihren Tätigkeiten verbundenen Einnahmen;
- 3° den Ertrag der Anleihen, zu deren Ausgabe, Aufnahme und Verwaltung sie gemäß Artikel 21, § 10 ermächtigt ist;
- 4° die Spenden und Vermächtnisse.

Art. 41 - § 1. Jährlich stellt der Verwaltungsrat seinen Haushaltsplan auf und legt ihn der Regierung zur Genehmigung vor. Dieser nach Tätigkeitsbereichen aufgliederte Haushaltsplan wird der Regierung bis zum 30. April des Jahres vor dem Haushaltsjahr, worauf er sich bezieht, vorgelegt.

§ 2. Innerhalb der von der Regierung festgesetzten Grenzen verhindert die am ersten Tag des Haushaltsjahres fehlende Zustimmung die Benutzung der im Haushaltsentwurf der Gesellschaft eingetragenen Kredite nicht, außer wenn es sich um neuartige Ausgaben handelt, die im Vorjahreshaushaltsplan nicht vorgesehen waren.

§ 3. Kreditübertragungen zwischen verschiedenen in dem Haushaltsplan der Gesellschaft eingetragenen Bereichen sowie Kreditüberschreitungen für ein und denselben Bereich müssen von der Regierung genehmigt werden.

Wenn die geplanten Kreditüberschreitungen eine finanzielle Beteiligung der Region mit sich bringen, die höher als die in ihrem Haushaltsplan ursprünglich vorgesehene Beteiligung ist, müssen sie zuvor durch die Eintragung eines entsprechenden Kredits in den Ausgabenhaushaltsplan der Region genehmigt werden.

§ 4. Der Verwaltungsrat erarbeitet spätestens für den 30. April des Jahres nach dem berücksichtigten Haushaltsjahr die Rechnungsaufstellung über die Ausführung des Haushaltsplanes sowie eine Bilanz der Aktiva und Passiva am 31. Dezember des berücksichtigten Jahres.

§ 5. Die Bücher der Gesellschaft werden auf Vorschlag des Verwaltungsrates von der Generalversammlung abgeschlossen und von der Regierung genehmigt.

Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung spätestens am 1. Juli des Jahres, das auf das betroffene Geschäftsjahr folgt, periodische Berichte sowie einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

Art. 42 - Die Gesellschaft darf die überschüssigen Beträge der früheren Haushaltsjahre, die durch die Bewirtschaftung ihrer Kapitaldotationen hervorgebracht wurden, gebrauchen, nachdem sie von der Regierung dazu erlaubt worden ist.

Art. 43 - Unabhängig der Bestimmungen der Gesetze zur Regelung der Aktiengesellschaften, die im Gegensatz zu den vorliegenden Satzungen stehen, finden Artikel zehn, neunundzwanzig, neunundzwanzigbis, neunundzwanzigter, neunundzwanzigquater, vierunddreißig, fünfunddreißig, fünfunddreißigbis, einundvierzig, vierundfünfzig, fünfundfünfzig, dreiundsechzigter, vierundsechzig, vierundsechzigquater, einundsiebzig, zweiundsiebzig, zweiundsiebzigbis, zweiundsiebzigter, achtzigbis, hundertvierbis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften keine Anwendung auf die "Société wallonne du Logement".

Art. 44 - Übergangsweise bleibt die in Artikel 14, § 3 erwähnte Altersgrenze bis zum 1. Januar 2001 auf siebenzig Jahre festgelegt.

Art. 45 - Das Mandat der Mitglieder des in Artikel 23 erwähnten Koordinierungsausschusses der Aktionäre und des in Artikel 28 erwähnten Finanzverwaltungsausschusses wird gleichzeitig mit dem Mandat der Mitglieder des Verwaltungsrates erneuert.

Art. 46 - Der in Artikel 23 erwähnte Koordinierungsausschuss der Aktionäre wird von Rechts wegen aufgelöst, wenn jede Provinz beim Verwaltungsrat vertreten ist.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Genehmigung der abgeänderten Satzungen der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft) und zur Festlegung ihres Mindestkapitals beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Juni 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2930

[C — 99/27669]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
tot goedkeuring van de gewijzigde statuten van de "Société wallonne du Logement"
(Waalse Huisvestingsmaatschappij) en tot vaststelling van haar minimumkapitaal**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 1998 tot invoering van de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 86, §§ 3 en 5;

Gelet op de beslissing van de algemene vergadering van de "Société wallonne du Logement", getroffen op 10 mei 1999,

Besluit :

Artikel 1. Het minimumkapitaal van de "Société wallonne du Logement" wordt bepaald op één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank.

Art. 2. De statuten van de "Société wallonne du Logement", zoals gewijzigd in de akte van haar algemene vergadering van 10 mei 1999 en hierna weergegeven, worden goedgekeurd.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 14 augustus 1985 houdende bekrachtiging van de statuten van de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 november 1993 en bij het ministerieel besluit van 16 oktober 1995, wordt opgeheven.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 10 mei 1999.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

BIJLAGE

Statuten van de "Société wallonne du Logement"

HOOFDSTUK I. — *Oprichting — Zetel — Doel en duur van de Maatschappij*

Artikel 1. De "Société wallonne du logement" is een publiekrechtelijke rechtspersoon met rechtspersoonlijkheid die de rechtsvorm van een naamloze vennootschap aanneemt.

Zonder haar burgerlijk karakter te verliezen wordt ze, voor al wat niet in de Waalse Huisvestingscode en in haar statuten is voorzien, beheerst door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, onder voorbehoud van wat hierna in artikel 43 bepaald is.

Onder voorbehoud van de bepalingen van de Waalse Huisvestingscode valt de Maatschappij onder de gezamenlijke bepalingen die vastliggen in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wat betreft de instellingen B bedoeld in artikel 1 van voormelde wet en in de uitvoeringsbesluiten ervan.

Haar zetel is gevestigd te Charleroi, rue de l'Ecluse 21.

Art. 2. De Waalse Maatschappij heeft tot doel :

1. De openbare huisvestingsmaatschappijen te erkennen, hen advies te geven en erop toezicht uit te oefenen en wordt belast met de volgende opdrachten :

— de openbare huisvestingsmaatschappijen in alle gemeenten ondernemingszin inblazen en tot een coherente werking aanzetten, o.a. door het uitwerken van het globale programma bedoeld in artikel 141 van de Waalse Huisvestingscode;

— de openbare huisvestingsmaatschappijen aansporen tot samenwerking, zowel onderling als met andere plaatselijke partners;

— die maatschappijen de nodige middelen verschaffen voor de verwezenlijking van hun doel;

— de activiteit van de maatschappijen regelmatig evalueren;

— de aanvragen en klachten betreffende de maatschappijen onderzoeken;

— de beroepen onderzoeken van de adviescomités van huurders en eigenaars;

— de kandidaturen tellen van de huurders van een door een openbare huisvestingsmaatschappij beheerde woning en de initiatieven bevorderen die erop gericht zijn veelvoudige verzoeken te voorkomen, tenminste op het grondgebied van dezelfde gemeente.

2. Aan de uitvoering van het woonrecht mee te werken en wordt belast met de volgende opdrachten :

— de aankoop, de bouw, de herstructurering, de renovatie, de aanpassing, de sloping en het beheer van eengezins- of gemeenschappelijke woningen die voldoen aan door de Regering gestelde technische en economische normen;

— het afstaan of verwerven van zakelijke rechten op eengezins- of gemeenschappelijke woningen die voldoen aan door de Regering gestelde technische en economische normen;

— de aankoop van de nodige gronden met het oog op een harmonische ontwikkeling van het woonklimaat, de wederafstand aan de erkende openbare huisvestingsmaatschappijen, de verkoop per perceel of de toekenning van zakelijke rechten erop, desnoods door de begunstigden verplichtingen op te leggen voor het behoud van het uitzicht en van de functionele inrichting van de groepen;

— het aansporen van de openbare huisvestingsmaatschappijen tot het nemen van initiatieven in die zin, het coördineren en het bevorderen van initiatieven die met andere partners uit de openbare en de privé-sector worden gevoerd;

— de toekenning van hypotheekleningen aan natuurlijke personen voor de aankoop, de bouw, de herstructurering of de renovatie van woningen, of voor de terugbetaling van hypotheekschulden, en de financiering van levensverzekeringspremies die dienen om leners te dekken;

— de verlening van de in artikelen 54 tot 77 bedoelde tegemoetkomingen aan de openbare huisvestingsmaatschappijen;

3. De openbare huisvestingsmaatschappijen, de plaatselijke besturen en de autonome gemeentebedrijven technische en financiële steun te verlenen. Daartoe kan de maatschappij de openbare huisvestingsmaatschappijen ertoe machtigen overeenkomsten te sluiten met elk plaatselijk bestuur of autonoom gemeentebedrijf dat over een pandenbestand beschikt, ten einde het beheer en het onderhoud ervan op zich te nemen.

Ze mag de plaats innemen van de openbare huisvestingsmaatschappijen die niet in staat zijn deze functie uit te oefenen;

4. Experimenten en studies inzake huisvesting te bevorderen;

5. De Regering nieuwe beleidsvormen voor te leggen of haar advies te geven over de beleidsvormen die o.a. gericht zijn op een betere samenwerking met de gemeenten inzake het huisvestingsbeleid en op de bevordering van de samenwerking tussen de openbare huisvestingsmaatschappijen en andere actoren uit de openbare en de privé-sector, alsook uit het verenigingsleven.

6. Elke andere opdracht uit te voeren die rechtstreeks verband houdt met degene die hierboven vermeld staan, mits toestemming van de Regering.

Art. 3. De Maatschappij voert haar in artikel 2 bedoelde opdrachten overeenkomstig de prioritaire doelstellingen en de richtlijnen die vastliggen in het tussen haar en de Regering gesloten beheerscontract.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 91 van de Waalse Huisvestingscode garandeert de maatschappij de terugbetaling van de leningen die ze met de levensverzekering heeft toegestaan.

Daartoe neemt ze deel aan de oprichting en het beheer van een dochtermaatschappij.

Art. 5. Om haar opdrachten uit te voeren kan de maatschappij elk stuk grond of gebouw kopen en verhuren, of er een zakelijk recht op overdragen.

De door de Maatschappij gebouwde, gekochte, gehuurde of te huur aangeboden gebouwen zijn hoofdzakelijk voor huisvesting bestemd.

De Maatschappij voorziet zelf of laat de openbare huisvestingsmaatschappij voorzien in de uitrusting van groepen van gebouwen die ze of de openbare huisvestingsmaatschappijen gekocht of gebouwd hebben of van stukken grond die ze uitgerust hebben, met wegen, rioleringen, openbare verlichting, watervoorziening, gezamenlijke toegangswegen, alsook in de aanleg van installaties van gemeenschappelijk nut die noodzakelijk deel uitmaken van het geheel. Bovendien kan ze de kosten van dergelijke werkzaamheden financieren.

De Maatschappij is bevoegd om een gebouw of ongebouwd onroerend goed te onteigenen waarvan de Regering eerst het algemeen nut heeft vastgesteld.

Art. 6. De Maatschappij kan met de toestemming van de Regering deelnemen aan de oprichting en het beheer van instellingen of vennootschappen waarvan het maatschappelijk doel bijdraagt tot de uitvoering en de coördinatie van het gewestelijk huisvestingsbeleid.

De maatschappij mag eveneens, mits toelating van de Regering, de uitgaven van voornoemde instellingen of vennootschappen financieren of voorfinancieren of hen de nodige middelen verschaffen voor de verwezenlijking van hun doel.

Art. 7. De duur van de maatschappij is onbepaald en begint te lopen op 8 mei 1985. Haar ontbinding kan slechts bij een decreet uitgesproken worden, waarin de wijze en de voorwaarden van haar vereffening worden bepaald.

HOOFDSTUK II. — *Maatschappelijk kapitaal — Leningen en obligaties — Beleggingen*

Art. 8. Het aanvankskapitaal van de maatschappij wordt vastgesteld op één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank. Het wordt verdeeld in duizend aandelen van duizend tweehonderd vijftig frank elk.

Deze duizend aandelen worden door de comparanten ingeschreven als volgt :

1. Het Waalse Gewest : vijfhonderd negenentachtig;
2. De provincie Henegouwen : honderd achtennegentig;
3. De provincie Luik : negenennegentig;
4. De provincie Namen : achtenveertig;
5. De provincie Luxemburg : vijfenveertig;
6. De provincie Waals Brabant : éenentwintig.

De comparanten verklaren dat de contante storting van het integrale bedrag van de aandelen heeft plaatsgevonden en dat het bedrag van deze stortingen die samen één miljoen tweehonderdvijftigduizend frank bedragen, ter beschikking van de maatschappij is gesteld.

Art. 9. Het maatschappelijk kapitaal kan mits voorafgaand akkoord van de Regering verhoogd worden met inschrijvingen op onverdeeldbare aandelen van duizend tweehonderd vijftig frank, die aangegaan worden door het Gewest en door de in artikel 8 van deze statuten vermelde provincies.

Art. 10. Het onbetaalde bedrag van de nieuwe inschrijvingen wordt op de door de Raad van bestuur bepaalde data gestort, mits bij ter post aangetekende brief gegeven opzeggingstermijn van drie maanden.

Art. 11. De aandeelhouders zijn voor de verplichtingen van de maatschappij slechts ten belope van het bedrag van hun inschrijving gehouden.

Art. 12. De zelfs volgestorte aandelen zijn nominatief en onvervreemdbaar.

Art. 13. De beschikbare fondsen van de Waalse maatschappij kunnen gebruikt worden voor de aankoop van de door het Gewest geschapen en gewaarborgde waarden; ze mogen ook voorlopig in deposito gehouden worden of in rekening-courant geplaatst worden in de openbare instellingen of banken die met de goedkeuring van de Regering door de Raad van bestuur worden aangewezen.

HOOFDSTUK III. — *Bestuur - Directie en toezicht*

I. De Raad van bestuur

Art. 14. § 1. De maatschappij wordt beheerd door een raad bestaande uit 23 leden benoemd en ontslagen door de Waalse Gewestraad :

- zestien bestuurders gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Regering;
- een bestuurder gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap;
- zes bestuurders gekozen uit een dubbeltal dat voorgedragen wordt door de Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest.

§ 2. De Raad van bestuur wijst uit zijn midden een voorzitter en drie ondervoorzitters aan.

De voorzitter en de drie ondervoorzitters mogen de functie van voorzitter, directeur-zaakvoerder of bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij niet uitoefenen.

§ 3. Het mandaat van bestuurder eindigt van rechtswege als de titularis ervan de leeftijd van zevenenzestig jaar bereikt. Het geldt zes jaar en is verlengbaar.

Bij vacature van een mandaat van bestuurder voleindigt de nieuwe aangewezen bestuurder het mandaat van zijn voorganger.

Het aantal bestuurders die toegelaten zijn hun mandaat te cumuleren met dat van bestuurder van een openbare huisvestingsmaatschappij, wordt beperkt tot zes.

Het mandaat van bestuurder is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van een openbare huisvestingsmaatschappij.

§ 4. De Directeur-generaal en de Adjunct-directeur-generaal hebben zitting met raadgevende stem in de Raad van bestuur en nemen het secretariaat van de vergaderingen waar. Ze worden bijgestaan door een griffier voor de materiële uitvoering van deze opdracht.

De Commissarissen van de Regering en de Waarnemer van de Regering hebben tevens zitting met raadgevende stem in de Raad.

De Directeur-generaal van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium of, bij diens verhindering, de inspecteur-generaal van de Afdeling Huisvesting hebben bovendien zitting met raadgevende stem in de Raad.

§ 5. De Raad van bestuur kan uit zijn midden commissies oprichten.

Art. 15. De bestuurders hebben geen persoonlijke verplichting betreffende de verbintenissen van de maatschappij. Ze zijn aansprakelijk voor de uitvoering van hun mandaat en voor de in het beheer begane fouten, met name de overschrijding van de bevoegdheden, zoals blijkt uit het maatschappelijk doel en uit de statuten.

Art. 16. Na bijeenroeping door zijn voorzitter of, bij diens verhindering, door één van de ondervoorzitters vergadert de Raad van bestuur telkens als de belangen van de maatschappij het vereisen.

De raad moet vergaderen wanneer ten minste vijf bestuurders erom verzoeken. De vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op de in de oproepingen vermelde plaats.

Ze worden voorgezeten door de voorzitter van de Raad en, bij diens verhindering, door één van de ondervoorzitters of, in voorkomend geval, door de oudste bestuurder.

Art. 17. § 1. De Raad kan slechts beraadslagen en beslissingen nemen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 2. Het is de bestuurders van de Maatschappij verboden aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij zijzelf of hun bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben, of waarbij hun vennootschap een rechtstreeks belang heeft als ze er bestuurder van zijn.

Dit verbod geldt niet voor bloed- en aanverwanten boven de tweede graad als het gaat om een voordracht van kandidaten, om benoemingen, gedwongen ontslagen of schorsingen.

§ 3. De bestuurders mogen niet deelnemen aan de gunning van opdrachten met de Maatschappij, noch rechtstreeks noch onrechtstreeks.

Art. 18. Indien het quorum na regelmatige bijeenroeping niet bereikt is, beraadslaagt de Raad op geldige wijze bij de bij de tweede oproeping bepaalde zitting, ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, over de items die twee keer achtereenvolgend op de dagorde zijn voorgekomen.

Art. 19. De beraadslagingen van de Raad van bestuur worden in notulen vermeld, die op de zetel van de maatschappij worden bewaard.

De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter, de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal of door hun vervangers ondertekend.

Art. 20. Mits goedkeuring van de Regering kan de algemene vergadering de bestuurders een vergoeding verlenen die, per derde, bestaat uit een vaste bezoldiging, presentiegeld en verblijfsvergoedingen.

Art. 21. § 1. De Raad van bestuur beschikt over al de voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de maatschappij nodige bevoegdheden, met uitzondering van die bestemd voor de algemene vergadering. Hij bezit de meest uitgebreide bevoegdheden om de maatschappij te beheren en te besturen.

§ 2. Hij bevordert de oprichting van openbare huisvestingsmaatschappijen, erkent ze overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden, criteria en regels.

Hij keurt de statuten van de openbare huisvestingsmaatschappij en de wijziging ervan alsmede de vereffening van de openbare huisvestingsmaatschappijen goed.

§ 3. In het kader van de uitoefening van zijn toezicht op de erkende maatschappijen zorgt hij voor de naleving van de wetgeving, van de reglementering, van hun statuten en van het algemeen belang.

§ 4. Hij behandelt de aanvragen en klachten van de openbare huisvestingsmaatschappijen.

§ 5. Hij behandelt de beroepen van de adviescomités van huurders en eigenaars.

§ 6. Hij spreekt zich binnen zestig dagen uit over de beroepen betreffende de toezichtbeslissingen die genomen zijn door de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal.

§ 7. Hij legt jaarlijks de meerjarige investeringsprogramma's van de maatschappij ter goedkeuring voor aan de Regering.

§ 8. Hij koopt en verhuurt elk terrein of gebouw of draagt er een zakelijk recht op over.

§ 9. Hij oefent een recht van wederinkoop uit op de onroerende goederen waarop de maatschappij of haar erkende maatschappijen een zakelijk recht hebben verleend wanneer deze onroerende goederen niet binnen de voorgeschreven termijnen en volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden zijn gebouwd.

§ 10. Hij wordt door de Regering gemachtigd om

onder de door haar bepaalde voorwaarden door het Gewest gewaarborgde leningen uit te schrijven, aan te gaan of te beheren.

Hij verstrekt de Regering elk gegeven over deze leningen, alsook over de belegging van de tegoeden en beschikbare gelden van de maatschappij.

Hij verstrekt waarborgen tot zekerheid van de aangegane verbintenissen en neemt de waarborgen ter zekerheid van de tegenover haar aangegane verbintenissen aan.

§ 11. Wat de begroting en de rekeningen van de maatschappij betreft, voldoet hij aan de in artikel 41 vermelde verplichtingen.

§ 12. Hij ontvangt alle sommen en waarden die aan de maatschappij toekomen of laat ze door zijn vertegenwoordigers innen.

§ 13. Hij doet de Regering voorstellen inzake de personeelsformatie en het personeelsstatuut, met inbegrip van de leidend ambtenaren.

Hij benoemt de personeelsleden binnen de perken van het aantal in de personeelsformatie beschikbare betrekkingen, schorst ze en ontslaat ze. Hij bepaalt hun loon, wedde, gratificatie en, in voorkomend geval, het bedrag van hun borgsom.

§ 14. Hij handelt, gaat dadingen of compromissen aan betreffende de belangen van de maatschappij, staat alle rechtsvorderingen toe; hij doet afstand van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding.

§ 15. Hij gaat tot onteigeningen ten algemenen nutte over met het oog op de uitvoering van zijn opdracht.

§ 16. Hij machtigt de erkende maatschappijen leningen aan te gaan, hun onroerende goederen te vervreemden, ze te hypothekeren of de waarborgen die ze bezitten, aan derden af te staan.

Hij machtigt de erkende maatschappijen giften en legaten te ontvangen, zakelijke rechten op elk al dan niet bebouwd onroerend goed te verwerven of over te dragen, ze te verhuren of onroerende goederen te bestemmen voor de behoeften van hun bestuur.

§ 17. Hij legt jaarlijks de Regering een evaluatieverslag voor over de uitvoering van het beheerscontract uiterlijk 1 juli van het jaar volgend op het boekjaar waarop het betrekking heeft en maakt het binnen de volgende maand aan de Waalse Gewestraad over.

§ 18. Hij doet de Regering voorstellen i.v.m. wijzigingen in de decreten of besluiten die hij moet toepassen en geeft haar advies over de vigerende of ontworpen teksten betreffende de door de Maatschappij behandelde aangelegenheden, en over de toekomstige beleidsvormen.

§ 19. Hij maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regering.

Art. 22. De Raad van bestuur kan onder eigen verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden opdragen aan één of meer van zijn bestuurders alsmede aan de directeur-generaal.

In overeenstemming met de Raad van bestuur verdelen de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal de bevoegdheden onder elkaar.

Art. 23. § 1. Er wordt bij de Raad van bestuur een coördinatiecomité van de aandeelhouders ingesteld, dat ermee belast is de samenwerking te ontwikkelen tussen de provincies, het Gewest en de maatschappij en initiatiefadvies of advies over de aangelegenheden die hem door de Raad van bestuur onderworpen zijn, uit te brengen.

§ 2. Het coördinatiecomité van de aandeelhouders is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van elke provincie, aandeelhouder, die door de Algemene vergadering benoemd en ontslagen wordt;

2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die door de Regering aangewezen worden.

§ 3. Bij vacature van een in § 2, 1°, bedoelde betrekking van een lid van het comité voorziet de Algemene vergadering bij haar eerste vergadering in deze vacature.

Degene die een in § 2, 1°, bedoeld lid vóór het verstrijken van het hem toevertrouwde mandaat moet vervangen, voleindigt het onderbroken mandaat.

§ 4. Er wordt aan de leden van dit comité een presentiegeld verleend dat gelijk is aan welk dat overeenkomstig artikel 20 aan de bestuurders verleend wordt.

De werkings- en secretariaatkosten van het comité zijn voor rekening van de maatschappij.

§ 5. Eén keer per jaar brengt het comité de Raad van bestuur verslag uit over zijn activiteiten.

II. Directie

Art. 24. De Waalse maatschappij wordt geleid door een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal. Ze worden door de Regering die hun basisloon vaststelt, benoemd, geschorst of ontslagen.

De ambten van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal zijn onverenigbaar met die van voorzitter, bestuurder of directeur-zaakvoerder van een door de maatschappij erkende openbare huisvestingsmaatschappij.

Bij ontstentenis van de directeur-generaal vervult de adjunct-directeur-generaal zijn functies. Bij ontstentenis van deze laatste wordt hij vervangen door de ambtenaar met de hoogste rang.

Art. 25. § 1. Naast de door de Raad van bestuur bepaalde delegaties zijn de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal belast met de uitvoering van de beslissingen van de Raad van bestuur en van de Algemene vergadering zonder ten opzichte van derden van een machtiging of van een bijzondere bevoegdheid te moeten doen blijken.

Ze zorgen voor het dagelijkse beheer en vertegenwoordigen de maatschappij in alle desbetreffende handelingen, met inbegrip van de gerechtelijke vorderingen.

§ 2. Onder eigen verantwoordelijkheid kunnen ze een deel van hun bevoegdheden betreffende het dagelijkse beheer opdragen aan personeelsleden van de maatschappij.

§ 3. Ze houden toezicht op de openbare huisvestingsmaatschappijen wat betreft de in de artikelen 161, 163, § 1, 1° en 6° en 164 van de Waalse Huisvestingscode bedoelde handelingen.

§ 4. Ze geven de afschriften en uittreksels van de notulen van de Raad, van het Comité voor financieel beheer en van de Algemene vergadering af.

Ze ondertekenen alle cheques, overschrijvingen en kwitanties.

§ 5. Ze verlenen opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen wanneer de akte de bevrijding van de schuldenaar vaststelt en, mits voorafgaande toestemming van de Raad van bestuur, verlenen ze opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen wanneer de akte de bevrijding van de schuldenaar, overschrijvingen, inbeslagnemingen, verzetten en andere beletsels niet vaststelt zonder van de delging van de schuldvorderingen van de maatschappij of van betalingen te moeten doen blijken. Onder eigen verantwoordelijkheid kunnen ze deze bevoegdheden opdragen aan personeelsleden van de maatschappij die met de graad van directeur of met een hogere graad bekleed zijn.

§ 6. Ze leiden en controleren de personeelsleden van de maatschappij.

§ 7. De gerechtelijke vorderingen worden op hun verzoek uitgeoefend.

Art. 26. De directeur-generaal vervult de taak van de griffier bij de zittingen van de Raad van bestuur. Daartoe kan hij worden bijgestaan door een personeelslid van de maatschappij.

III. Toezicht en controle

Art. 27. § 1. De maatschappij is aan de controlebevoegdheid van de Regering onderworpen. Deze controle wordt uitgeoefend door bemiddeling van twee commissarissen die door de Regering worden benoemd op de voordracht van respectievelijk de Minister van Huisvesting en de Minister van Begroting.

§ 2. Een door de Regering aangewezen waarnemer is ook belast met de opvolging van het beheerscontract.

§ 3. De waarnemer bezorgt de Regering elk semester een verslag over de uitvoering van het beheerscontract door de maatschappij.

§ 4. De ambten van commissaris en waarnemer mogen niet gecumuleerd worden met dat van voorzitter, bestuurder of directeur-zaakvoerder van een openbare huisvestingsmaatschappij, noch met dat van personeelslid van de maatschappij.

Art. 28. § 1. Er wordt een comité voor financieel beheer ingesteld dat bestaat uit :

1° drie bestuurders aangewezen door de Raad van bestuur van de maatschappij;

2° twee vertegenwoordigers van het Gewest, aangewezen door de Regering binnen de Afdeling Thesaurie, Begroting, Financiën en Departementale Boekhouding en binnen de Inspectie van Financiën;

3° een vertegenwoordiger van het Rekenhof;

4° de in artikel 29 bedoelde revisoren;

5° de commissarissen en de waarnemer van de Regering;

6° de directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van de maatschappij;

7° twee deskundigen inzake begroting en financiën die de provincies vertegenwoordigen en die op de voordracht van de provincies door de Regering worden aangewezen;

8° drie vertegenwoordigers van de krachtens punt 7° van dit lid nog niet vertegenwoordigde provincies, die door deze laatste worden aangewezen.

§ 2. Het comité voor financieel beheer kiest uit zijn midden een voorzitter en een secretaris die de notulen ondertekenen.

Het comité vergadert driemaandelijks.

Bovendien zijn de artikelen 16, 17, 18 en 19 van deze statuten mutatis mutandis van toepassing op de vergaderingen van het comité voor financieel beheer.

§ 3. Het comité voor financieel beheer brengt initiatiefadvies of advies uit over de aangelegenheden die hem door de Raad van bestuur voorgelegd zijn.

Eén keer per jaar brengt het comité voor financieel beheer de Algemene vergadering verslag uit over zijn activiteiten.

Er wordt aan de in § 1 van dit artikel bedoelde personen een presentiegeld verleend dat gelijk is aan welk dat overeenkomstig artikel 20 aan de bestuurders wordt verleend.

Art. 29. De Regering wijst binnen de Waalse maatschappij

één of verscheidene revisoren aan die gekozen worden onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren.

De revisoren moeten de boekhouding controleren en de juistheid en oprechtheid ervan bevestigen.

Ze kunnen ter plaatse inzage nemen van de boeken en boekhoudkundige stukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestandsopgaven en, in het algemeen, van alle geschriften. Ze onderzoeken de samenstelling van de goederen en waarden die de Maatschappij in eigendom heeft of beheert.

De revisoren bezorgen de Regering en de bestuursorganen van de Maatschappij een verslag over de activa en passiva, alsook over de bedrijfsresultaten, ten minste één keer per jaar, bij het opmaken van de balans, de winst- en verliesrekening of de jaarrekening. Ze stellen hen onmiddellijk in kennis van elke nalatigheid, onregelmatigheid en, in het algemeen, van elke toestand die de solvabiliteit en de liquiditeit van de Maatschappij in gevaar brengen.

De bezoldiging van de revisoren die voor rekening is van de Maatschappij wordt bepaald door de Algemene vergadering.

Art. 30. De commissarissen van de Regering en de waarnemer van de Regering hebben de ruimste bevoegdheden om hun opdracht uit te voeren. Ze nemen inzage van elk stuk dat nuttig is voor de uitoefening van hun opdracht.

HOOFDSTUK IV. — *Algemene vergadering*

Art. 31. De Algemene vergadering bestaat uit de aandeelhouders, de bestuurders, de commissarissen van de Regering, de waarnemer van de Regering, de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal.

Alleen de aandeelhouders zijn stemgerechtigd.

Elke vennoot kan zich slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen; deze beschikt over zoveel stemmen als zijn lastgever aandelen bezit. Niemand kan echter aan de stemming deelnemen voor een aantal aandelen dat het vijfde deel van de aandelen waarop wordt ingeschreven of twee vijfde van de bij de Algemene vergadering vertegenwoordigde aandelen overschrijdt.

Art. 32. Jaarlijks wordt uiterlijk 30 april een algemene vergadering van de aandeelhouders gehouden.

Art. 33. De algemene vergadering neemt kennis van het verslag van de Raad van bestuur. Ze beslist over de conclusies van deze verslagen alsmede over het ontwerp van balans.

Art. 34. Onder voorbehoud van de goedkeuring van de rekeningen door de Regering verleent ze kwijting van hun beheer aan de bestuurders.

Art. 35. De Raad van bestuur kan buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

Hij moet ze binnen dertig dagen bijeenroepen op verzoek van aandeelhouders die minstens één vijfde van het kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 36. De oproepingen voor elke algemene vergadering vermelden de agenda en worden minstens 8 dagen vóór de datum van deze vergadering bij ter post aangetekende brief gestuurd.

De vergadering mag slechts over de in de agenda vermelde punten beslissen.

Art. 37. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de Raad van bestuur of, in voorkomend geval, door één van de ondervoorzitters.

Een afgevaardigde van de aandeelhouders wordt als stemopnemer aangewezen.

Een presentielijst waarin de namen van de aandeelhouders en hun aantal aandelen worden vermeld, wordt ondertekend door elke vertegenwoordiger van de aandeelhouders bij de opening van de vergadering.

Art. 38. De algemene vergadering wordt regelmatig samengesteld ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen genomen; bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

Wanneer over voorstellen ter wijziging van de statuten moet worden beraadslaagd, is de vergadering slechts op geldige wijze samengesteld als de oproepingen dit voorwerp vermelden en als de op de vergadering aanwezige leden de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Wordt deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe regelmatige oproeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering op geldige wijze ongeacht de verhouding van het door de aanwezige aandeelhouders vertegenwoordigde kapitaal.

In beide gevallen wordt geen voorstel aangenomen als het de drie vierde van de stemmen niet behaalt.

Elk voorstel tot wijziging van de statuten behoeft de goedkeuring van de Regering.

Art. 39. De notulen van de algemene vergaderingen worden ondertekend door de voorzitters, de stemopnemer, de leden van de Raad van bestuur voor zover ze aanwezig zijn, de directeur-generaal alsmede door de vertegenwoordigers van aandeelhouders die erom verzoeken.

HOOFDSTUK V. — Financiële middelen — Begrotingen — Rekeningen en balansen

Art. 40. De Maatschappij beschikt over de volgende financiële middelen :

1. de in de gewestelijke begroting opgenomen toelagen en kredieten;
2. de middelen die uit haar activiteiten voortkomen;
3. de opbrengst van de leningen die ze mag uitschrijven, aangaan of beheren, volgens de bepalingen van artikel 21, § 10;
4. de giften en legaten.

Art. 41. § 1. De Raad van bestuur maakt jaarlijks zijn begroting op en legt ze ter goedkeuring voor aan de Regering. Deze begroting, die per activiteit wordt opgesplitst, wordt aan de Regering voorgelegd uiterlijk 30 april van het jaar voorafgaand aan het boekjaar waarop ze betrekking heeft.

§ 2. Binnen de door de Regering bepaalde perken, mogen de kredieten waarin het begrotingsontwerp van de Maatschappij voorziet, gebruikt worden als de begroting niet is goedgekeurd op de eerste dag van het begrotingsjaar, behalve als het gaat om uitgaven die gegrond zijn op een nieuw beginsel dat niet opgenomen was in de begroting van het voorafgaande jaar.

§ 3. Overdrachten van kredieten tussen activiteiten vereisen de goedkeuring van de Regering, net zoals overschrijdingen van kredieten voor dezelfde activiteit, die in de begroting van de Maatschappij opgenomen zijn.

Vermoedelijke kredietoverschrijdingen die een hogere tegemoetkoming van het Gewest vergen dan die waarin de begroting aanvankelijk voorziet, moeten eerst goedgekeurd worden door een overeenstemmend krediet uit te trekken op de uitgavenbegroting van het Gewest.

§ 4. De Raad van bestuur maakt, uiterlijk 30 april van het jaar na het betrokken boekjaar, de jaarrekening van uitvoering van zijn begroting op, en geeft een overzicht van de activa en passiva op 31 december van het betrokken jaar.

§ 5. De rekeningen van de Maatschappij worden vastgelegd door de algemene vergadering, op voorstel van de Raad van bestuur en goedgekeurd door de Regering.

De Raad van bestuur bezorgt de Regering periodieke toestandsopgaven en een jaarlijks verslag over zijn activiteit, uiterlijk 1 juli van het boekjaar waarop het betrekking heeft.

Art. 42. Met de voorafgaande toestemming van de Regering mag de Raad van bestuur de overschotten van de vorige boekjaren gebruiken, die voortkomen uit de kapitaaldotaties die ze beheert.

Art. 43. Behalve de voorschriften van de wetten die de naamloze vennootschappen beheersen en die in strijd zijn met deze statuten, zijn de artikelen tien, negenentwintig, negenentwintig*bis*, negenentwintig*ter*, negenentwintig*quater*, vierendertig, vijfendertig, vijfendertig*bis*, éénenveertig, vierenvijftig, vijfenvijftig, drieënzestig*ter*, vierenzestig, vierenzestig*quater*, éénenzeventig, tweeënzeventig, tweeënzeventig*bis*, tweeënzeventig*ter*, tachtig tot honderd en vier van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen niet van toepassing op de Waalse maatschappij.

Art. 44. Bij wijze van overgangsmaatregel tot 1 januari 2001 wordt de in artikel 14, § 3, bedoelde leeftijdsgrens beperkt tot zeventig jaar.

Art. 45. Het mandaat van de leden van het in artikel 23 bedoelde coördinatiecomité van de aandeelhouders en van het in artikel 28 bedoelde comité voor financieel beheer wordt vernieuwd op hetzelfde ogenblik als het mandaat van de leden van de Raad van bestuur.

Art. 46. Het in artikel 23 bedoelde coördinatiecomité van de aandeelhouders wordt van rechtswege ontbonden zodra elke provincie binnen de Raad van bestuur wordt vertegenwoordigd.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 tot goedkeuring van de gewijzigde statuten van de "Société wallonne du Logement" en tot vaststelling van haar minimumkapitaal.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 2931 [99/31128]

11 MARS 1999. — Ordonnance portant assentiment à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et à l'Acte final, fait à Bruxelles le 8 décembre 1997 (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. L'Accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis mexicains, d'autre part, et l'Acte final, faits à Bruxelles, le 8 décembre 1997, sortiront en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, leur plein et entier effet.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites

C. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances,
du Budget de l'Energie et des Relations extérieures

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique et de la Lutte contre l'Incendie
et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau,
de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté
publique,

D. GOSUIN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997 - 1998*

Documents du Conseil :

Projet d'ordonnance : A-268/1.

Session ordinaire 1998-1999

Rapport : A-268/2

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 26 février 1999.

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 2931 [99/31128]

11 MAART 1999. — Ordonnantie houdende instemming met de overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en met de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997 (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet

Art. 2. De Overeenkomst inzake economisch partnerschap, politieke coördinatie en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Verenigde Mexicaanse Staten, anderzijds, en de Slotakte, opgemaakt te Brussel op 8 december 1997, zullen wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 maart 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen

C. PICQUE

De Minister van Economie, Financiën,
Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Ruimtelijke Ordening Openbare Werken en Vervoer

H. HASQUIN

De Minister van Openbaar Ambt Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu en Waterbeleid,
Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid

D. GOSUIN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998*

Document van de Raad :

Ontwerp van ordonnantie : A-268/1

Gewone zitting 1998-1999

Verslag : A-268/2

Volledig verslag

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 26 februari 1999.